

Le Sénateur Duffourg intervient en faveur des retraites des non-salariés agricoles



Le Sénateur Duffourg intervient en faveur des retraites des non-salariés agricoles

Le mercredi 1er février, le Sénat a examiné la proposition de loi visant à calculer la retraite de base des non-salariés agricoles sur les 25 années d'assurance les plus avantageuses.

Orateur de son groupe, **Alain Duffourg** a souligné en séance publique « qu'il était temps de réparer une situation inéquitable pour les agriculteurs.

Les retraites agricoles sont très faibles, il a fallu attendre les lois Chassaigne pour qu'elles atteignent 85 % du Smic » et elles restent les seules à prendre en compte l'ensemble de la carrière.

Cette mesure, en basant le calcul sur les 25 meilleures années, est d'autant plus justifiée que la réforme était attendue depuis une dizaine d'années.

Elle permet d'atténuer les années marquées par les aléas climatiques et sanitaires qui grèvent les revenus.

Ainsi, dans le Gers, les agriculteurs ont subi de nombreux aléas : influenza aviaire, gel, sécheresse, grêle ont entamé leur activité et leurs revenus.

En dix ans, la main-d'œuvre agricole a baissé de 22 %, le nombre d'exploitations, de 13 %. À cela s'ajoutent les défis climatiques, énergétiques, de transmission... autant de défis qui pèsent sur une profession essentielle à la Nation et à sa souveraineté alimentaire, qui doit être pleinement reconnue.

Le Sénat a adopté la proposition de loi par un vote conforme afin qu'elle entre en vigueur dans les meilleurs délais.

Le Sénateur proposera, par ailleurs, que la pension de retraite des agriculteurs et des conjoints soit portée, dans le cadre de la réforme, à la somme de 1 300 € nets par mois.

